



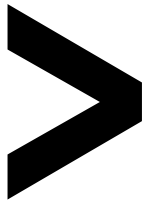
Progrès concret, besoin réel



CENTRE CANADIEN DE LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME ET LES TOXICOMANIES
RAPPORT ANNUEL 2005-2006



> COUP D'ŒIL SUR LE CCLAT



PROGRESSER GRÂCE AUX PARTENARIATS Le CCLAT est l'organisme national canadien de renseignements sur les toxicomanies. Établi en 1988 par une loi du Parlement, le Centre fournit des renseignements et des conseils objectifs et factuels visant à réduire les méfaits de l'alcoolisme et des toxicomanies sur la santé, la société et l'économie.

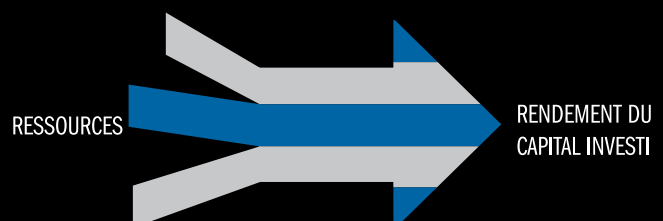
Le CCLAT donne une orientation nationale pour la Stratégie canadienne antidrogue (SCA) et réalise son travail grâce à la participation financière de Santé Canada en vertu de l'engagement du fédéral envers la SCA.

Établir des partenariats est l'une des trois principales activités du CCLAT et constitue en fait un élément fondamental des deux autres, soit *Transmettre les connaissances* et *Élaborer et orienter les politiques*. Le CCLAT, dont la philosophie est axée sur la responsabilité partagée et la reddition de comptes, est en mesure de rassembler une vaste gamme de partenaires et de s'assurer que chacun joue le rôle qui lui convient. De telles collaborations viennent renforcer le domaine des toxicomanies.

En 2005-2006, le CCLAT a établi des partenariats fructueux avec une centaine de ministères, organismes indépendants et organisations non gouvernementales et privées de l'Amérique du Nord, de l'Europe et des Caraïbes. Grâce à ces partenariats, les intervenants en toxicomanie ont pu tirer parti de leurs investissements, renforcer les capacités et créer des consensus.

TIRER PARTI DES INVESTISSEMENTS

Des nombreux avantages que présentent les partenariats, trois sont particulièrement pertinents dans le domaine de l'abus de substances.

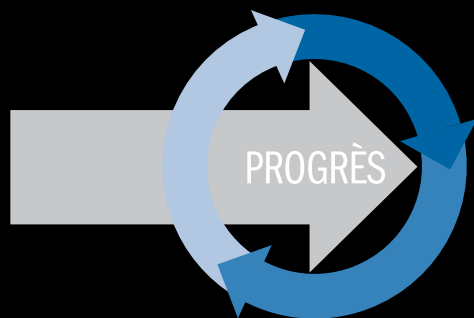


TIRER PARTI DES INVESTISSEMENTS Dans le domaine de l'abus de substances et des toxicomanies, la mise en commun des ressources permet d'obtenir des résultats là où un organisme seul n'aurait pu y arriver. Le défi consiste donc à trouver le premier investissement ou la première contribution en nature. Soutenu principalement par une aide du fédéral, le CCLAT reçoit aussi des appuis financiers de tous les paliers gouvernementaux et offre un rendement élevé sur les deniers publics investis. Parmi les divers exemples d'investissements à valeur ajoutée axés sur les résultats réalisés par le CCLAT, notons le rapport *Les coûts de l'abus de substances au Canada* et sa conférence nationale *Questions de substance*.

RENFORCER LES CAPACITÉS Quel que soit le domaine, le rythme du progrès est souvent déterminé, non par les meneurs, mais par ceux qui s'efforcent de garder la cadence. Réaliser de véritables progrès s'avère difficile en l'absence d'un accès universel aux derniers développements en matière de pratiques exemplaires. Le CCLAT s'engage à renforcer les capacités en tirant parti des réseaux et infrastructures de savoirs. Parmi les divers exemples d'activités de renforcement des capacités du CCLAT, notons son engagement à soutenir des réseaux multisectoriels régionaux dans le cadre du programme national Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) ainsi qu'à favoriser l'amélioration des compétences et de la formation par l'entremise du Groupe consultatif national sur le perfectionnement de la main-d'œuvre.

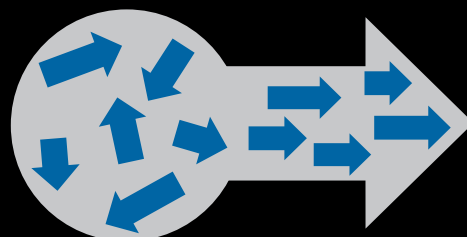
CRÉER DES CONSENSUS Les débats et les divergences d'opinion, peu importe le domaine, sont comme les signes vitaux permettant d'évaluer l'état de santé d'une personne : ils sont normaux et rassurants. Cependant, il arrive des moments où, pour atteindre un objectif ambitieux, il faut faire front commun pour permettre d'ouvrir la voie à de nouvelles orientations dans l'élaboration de politiques. Le CCLAT, tirant parti de son rôle de chef de file et de rassembleur, est en mesure de créer un climat propice à la collaboration de tous les intervenants. Parmi les divers exemples illustrant la capacité du CCLAT à créer des consensus autour de problèmes de toxicomanie, notons le Cadre national d'action et le Groupe de travail sur la stratégie nationale sur l'alcool.

RENFORCER LES CAPACITÉS



TRANSFERT DES CONNAISSANCES

CRÉER DES CONSENSUS



> LA COLLABORATION COMPTE En 2006, le CCLAT a publié ***Les coûts de l'abus de substances au Canada 2002***, qui met à jour le rapport clé du Centre de 1996 sur les répercussions économiques du tabac, de l'alcool et des drogues illicites.

Des contributions financières, techniques et en nature de plus de 500 000 \$, provenant d'une dizaine de partenaires fédéraux et provinciaux, ont permis la réalisation de cette étude, qui met en évidence une augmentation de la consommation d'alcool et de drogues depuis le rapport précédent et fait ressortir une hausse particulièrement troublante des décès attribuables aux drogues depuis 10 ans. En outre, grâce à cette étude, nous nous rapprochons de l'objectif visé, qui est de faire correspondre le niveau d'investissement dans les programmes et politiques à la taille du problème.

Partager les bienfaits de la recherche

En juin 2005, le CCLAT et ses partenaires de l'Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC) de 2004 ont procédé à la diffusion, dans le milieu de la recherche, des microdonnées de l'ETC dans le cadre de l'Initiative de démocratisation des données. Plusieurs partenaires de l'ETC s'en sont servis pour rédiger des rapports de recherche, dont le document du CCLAT *Pour une typologie de la consommation de cannabis adaptée aux politiques canadiennes*.

En 2005-2006, les employés et les associés du CCLAT, ayant examiné les dernières recherches et les nouvelles tendances, ont résumé les résultats de leur travail dans une série de documents d'information, et ce, dans le but d'appuyer les professionnels de première ligne et d'informer les parlementaires. De nombreux sujets ont été abordés, dont l'échange de seringues dans les prisons, la méthamphétamine, les drogues et la conduite automobile, l'abus de solvants chez les jeunes, le crack ainsi que le traitement obligatoire et imposé.

Leadership et orientation

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, présidé par le sénateur Michael Kirby, a invité le CCLAT à lui faire des commentaires et suggestions pour la rédaction du rapport *De l'ombre à la lumière : la transformation des services concernant la santé mentale, la maladie mentale et la toxicomanie au Canada*. Le rapport mentionne le CCLAT dans des recommandations clés portant sur la création proposée d'une Commission canadienne de la santé mentale.





**LE COÛT TOTAL DE L'ABUS DE SUBSTANCES
AU CANADA SE CHIFFRE À 40 MILLIARDS DE
DOLLARS, SELON DES DONNÉES DE 2002**

En 2002, les coûts directs en soins de santé attribuables à l'abus de substances s'élevaient à environ 8,8 milliards de dollars au Canada, surpassant à la fois les maladies cardiovasculaires à 7,3 milliards et le cancer à 2,7 milliards.

➤ **CAPACITÉ À RÉUSSIR** L'investissement du CCLAT dans son programme national **Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP)** permet d'appuyer sept réseaux SEP autonomes provinciaux et territoriaux.

Les coûts salariaux des coordonnateurs SEP sont partagés entre leur province ou territoire respectif et le CCLAT. Le programme SEP vise à renforcer les capacités grâce à la mise en commun de l'information et la coordination des services dans toutes les provinces et secteurs. L'année dernière, le SEP a noué des liens avec de nouveaux partenaires et a accepté une invitation de la CICAD, division de l'Organisation des États américains, à animer un atelier à Sainte-Lucie, qui a par la suite créé son propre réseau national d'après le modèle SEP. Les ministères canadiens des Affaires étrangères et de la Sécurité publique ont appuyé le projet Sainte-Lucie

Encadrer les stratégies nationales

Depuis juin 2005, 26 organismes ont donné leur appui au *Cadre national d'action visant à réduire les méfaits liés à l'alcool et aux autres drogues et substances au Canada*, et plusieurs partenaires ont aussi accepté la responsabilité de certaines priorités précises du Cadre, dont la sensibilisation du public et les préjugés, et la toxicomanie en milieu carcéral.

En 2005, le tout premier Groupe de travail sur la stratégie nationale sur l'alcool, coprésidé par le CCLAT, Santé Canada et la Commission albertaine contre l'alcool et les toxicomanies, a été créé avec l'objectif de se pencher sur une autre priorité du Cadre. Ainsi, le groupe de travail s'efforce de dégager un vaste consensus relativement à une stratégie complète sur l'alcool pour le Canada.

Honorer les collectivités

Le conseil d'administration du CCLAT a profité de sa toute première réunion dans le Nord pour rendre hommage à Paul Okalik, premier ministre du Nunavut; puis, à Regina, le conseil a souligné le travail de Lorne Calvert, premier ministre de la Saskatchewan et défenseur de la nouvelle stratégie antidrogue de cette province, le projet Hope.

Le CCLAT participe activement à plusieurs protocoles d'entente, ce qui l'a amené l'année dernière à publier un document d'information, *Toxicomanie au féminin*, en collaboration avec le Centre d'excellence de la Colombie-Britannique pour la santé des femmes et à coparrainer un concours d'affiches avec le Comité sur l'abus de solvants chez les jeunes.





**23 % DES CANADIENS DÉPASSENT LES
DIRECTIVES DE CONSOMMATION D'ALCOOL
À FAIBLE RISQUE, ET 17 % SONT CONSIDÉRÉS
COMME DES BUVEURS À RISQUE ÉLEVÉ**

*Près du quart des anciens buveurs et des buveurs actuels rapportent que l'usage de l'alcool leur a causé du tort et en a causé à d'autres personnes.
(Enquête sur les toxicomanies au Canada)*

> RENCONTRE AVEC LE PROGRÈS **Questions de substance**, la toute première conférence nationale du CCLAT, répond aux appels répétés en faveur d'une approche plus coordonnée permettant d'aborder les problèmes liés à l'abus de substances au Canada.

En plus de son appui financier et en nature, le CCLAT a mobilisé plus de 280 000 \$ grâce à des programmes spéciaux de financement, des partenariats et la vente de stands d'exposition pour tenir la conférence *Questions de substance*. Grâce à cette dernière, 435 délégués ont eu l'occasion d'échanger des connaissances, de discuter et de faire du réseautage. Le programme, qui comprenait 125 présentations faites par 118 conférenciers, était axé sur l'innovation et l'action dans les domaines de la prévention, du traitement, de la réduction des méfaits et de l'application de la loi.

Écouter et apprendre

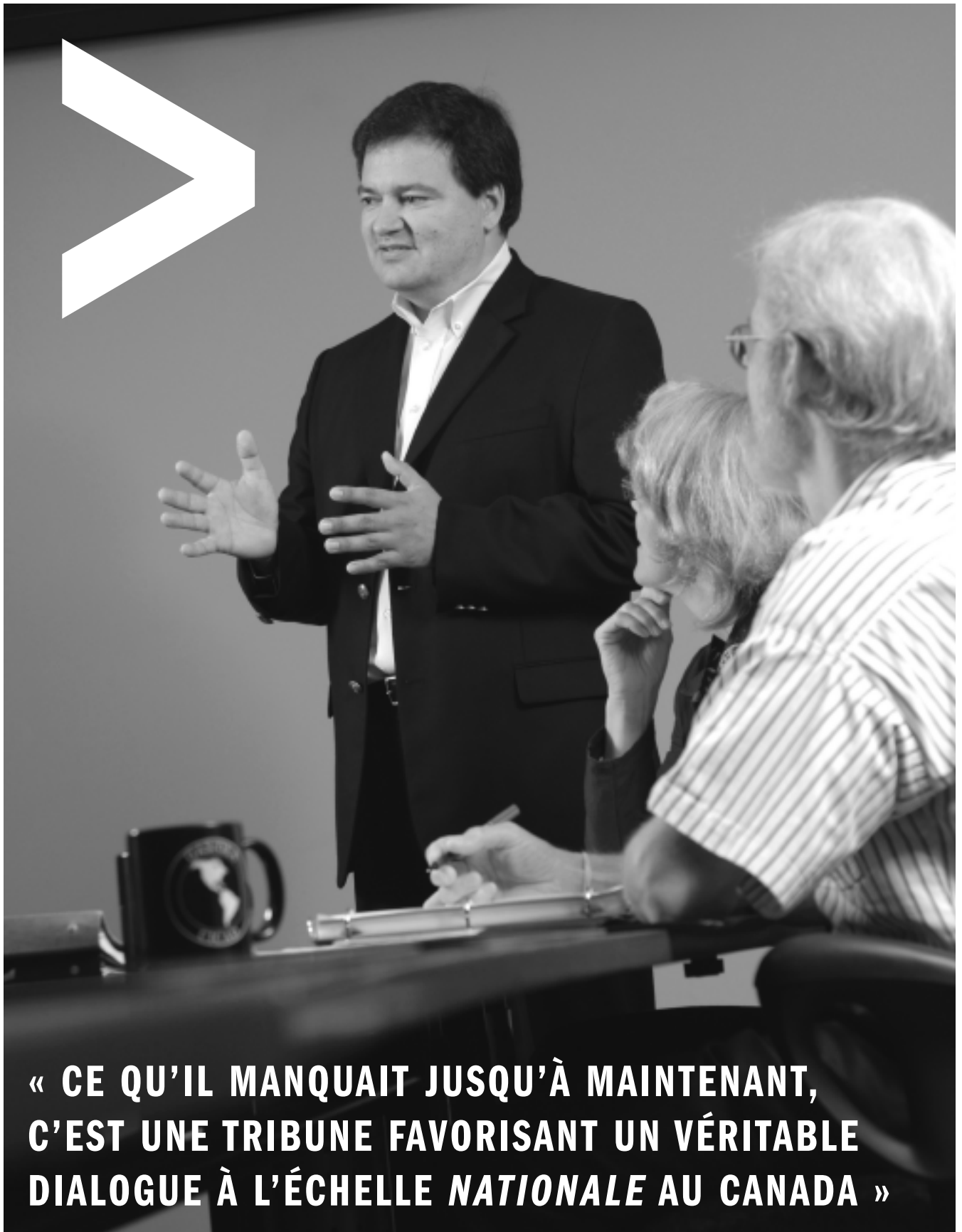
En juillet 2005, 90 personnes ont assisté au Symposium estival national sur les toxicomanies, ce qui constitue une participation record. Le Centre de recherche en toxicomanie du Service correctionnel du Canada et le CCLAT financent conjointement cette séance annuelle de formation avancée de quatre jours. Le thème retenu en 2005, *Évaluation et planification du traitement*, tenait compte des commentaires formulés par les participants lors du Symposium 2004 et de l'Enquête nationale auprès des fournisseurs de services 2005 du CCLAT.

Dynamique de groupe

En février, des membres du nouveau Groupe consultatif national sur le perfectionnement de la main-d'œuvre ont été sollicités pour former le comité directeur du Symposium estival national 2006. Le groupe consultatif est un partenariat d'intervenants clés établi par le CCLAT en vue principalement d'assurer une grande participation au processus qui mènera à l'élaboration d'une stratégie nationale sur le perfectionnement de la main-d'œuvre.

En mars, le CCLAT a rassemblé des intervenants clés pour discuter des besoins liés à l'échange d'information à l'échelle nationale. Les participants ont reconnu la nécessité d'améliorer l'accès à la documentation canadienne sur les toxicomanies et de diffuser l'information à des publics ciblés. Ils ont proposé plusieurs stratégies, notamment une meilleure utilisation du Réseau canadien d'information sur les toxicomanies, mis sur pied par le CCLAT en 1990.





**« CE QU'IL MANQUAIT JUSQU'À MAINTENANT,
C'EST UNE TRIBUNE FAVORISANT UN VÉRITABLE
DIALOGUE À L'ÉCHELLE NATIONALE AU CANADA »**

*« La mesure dans laquelle (cette absence a été ressentie) était évidente lors des consultations pancanadiennes (...) qui ont mené à l'élaboration du Cadre national d'action (...) ».
(communiqué du CCLAT)*

> MESSAGE DU PRÉSIDENT



Depuis son élection en janvier, le gouvernement conservateur a entrepris de redéfinir le rôle du fédéral dans certaines sphères de la vie des Canadiens, dont les toxicomanies et l'abus de substances. Au fur et à mesure que ces changements se réalisent, nous nous souvenons de la prescience de David Archibald, président fondateur du CCLAT, et d'autres visionnaires qui ont participé à la création du Centre.

Les fondateurs du CCLAT imaginaient un organisme autonome pouvant jouer un rôle de chef de file à l'échelle nationale et apporter une présence continue dans le domaine de la toxicomanie, de façon à assurer une continuité et une vue d'ensemble de la situation lors de changements politiques. Par la suite, ils ont réussi à convaincre le gouvernement de l'époque qu'un tel organisme devait pouvoir compter sur un niveau de financement adéquat de la part du fédéral afin que toute la population canadienne puisse en profiter.

Les gouvernements suivants, convaincus de la justesse de cette vision, ont reconnu le rôle important joué par le CCLAT et la nature apolitique de son mandat législatif. Le mode de financement du CCLAT dans le cadre de la Stratégie canadienne antidrogue a récemment été modifié, ce qui vient renforcer la structure de gouvernance imaginée par les fondateurs et met en évidence l'importance que le CCLAT soit indépendant et *perçu* comme tel.

Être indépendant, c'est avoir un sens aigu des responsabilités qui se manifeste dans la consultation de divers intervenants, notamment ceux des secteurs privé et à but non lucratif, et dans une meilleure connaissance des problématiques qu'ils nous aident à cerner. Nous travaillons en étroite collaboration avec de nombreux partenaires et célébrons leurs réalisations. Ainsi, en octobre dernier, lors d'une activité tenue par le conseil d'administration du CCLAT à Regina, j'ai eu le plaisir de remettre un prix de reconnaissance au premier ministre de la

Saskatchewan, Lorne Calvert, défenseur de la nouvelle stratégie antidrogue de cette province, le projet Hope.

C'est grâce à son dévouement et à sa quête de l'excellence que le personnel du CCLAT a gagné la confiance de nos partenaires, alors que l'engagement toujours croissant du conseil relativement à la reddition de comptes témoigne des services qu'il rend à toute la population canadienne. Nous déployons des efforts constants en vue de dépasser les normes de gouvernance que doivent respecter les organismes à but non lucratif comme le CCLAT. Ainsi, au printemps j'ai assisté, en compagnie du directeur général, à un cours de trois jours sur les principes fondamentaux de la gouvernance au sein d'organismes à but non lucratif à l'École de commerce de l'Université Queen's.

Nous clarifions actuellement les rôles et responsabilités du conseil et de la direction dans un nouveau manuel sur la politique de la gouvernance, qui sera terminé sous peu. En outre, le conseil poursuit sa démarche en vue d'assurer la représentativité géographique, culturelle et sectorielle de ses membres : l'éthique, la fonction publique et les intérêts des Autochtones canadiens sont des valeurs véhiculées par les nouvelles recrues de 2005-2006.

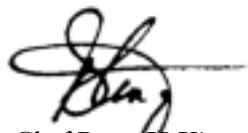
Établir et maintenir un dialogue avec de hauts fonctionnaires et des représentants élus de tous les partis politiques constitue l'une des priorités continues du conseil, et le présent rapport annuel constitue une petite partie de cet effort certes, mais une partie importante.

De plus, nous rencontrons des parlementaires afin de les sensibiliser à certaines questions importantes, comme lors d'un déjeuner de travail tenu récemment pour 30 d'entre eux qui souhaitaient en apprendre davantage sur l'étude canadienne sur les coûts du CCLAT. Le Centre a également fourni de

nombreux commentaires et suggestions au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, présidé par le sénateur Michael Kirby, lors de la préparation du rapport *De l'ombre à la lumière : la transformation des services concernant la santé mentale, la maladie mentale et la toxicomanie au Canada*.

Nous nous engageons donc à continuer à faire preuve, envers le nouveau gouvernement, nos partenaires et toute la population canadienne, de la sagesse et de la prévoyance démontrées par les fondateurs du CCLAT, ainsi qu'à souligner l'importance d'investir à long terme pour s'attaquer de façon stratégique aux problèmes liés à l'abus de substances et aux toxicomanies au Canada.

Enfin, c'est avec plaisir que je vous annonce qu'en janvier, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean a accepté la demande de patronage du CCLAT, appui dont le Centre se sent très honoré.



Chef Barry W. King, O.O.M.
Président

> MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Pour ceux et celles d'entre nous qui participent au développement du type d'infrastructure de collaboration nécessaire, au Canada et dans le monde, pour s'attaquer efficacement aux problèmes liés à la toxicomanie, l'année 2005-2006 a été très encourageante.

L'an dernier, une idée nouvelle et unique pour la mise en place de partenariat a germé pour devenir le *Cadre national d'action visant à réduire les méfaits liés à l'alcool et aux autres drogues et substances au Canada*. En mettant à profit la diversité des rôles et responsabilités au sein du gouvernement et des secteurs privé et à but non lucratif, le Cadre permet à chaque partenaire de participer à la réalisation d'une vision nationale reposant sur des principes communs. Jusqu'à maintenant, 26 organismes ont donné leur appui au Cadre, leur nombre ne cessant d'augmenter, et plusieurs partenaires ont accepté de prendre en charge certaines priorités précises du Cadre.

Le Groupe de travail sur la stratégie nationale sur l'alcool, créé en 2005-2006, a pour mission d'examiner l'un des domaines d'intérêt du Cadre et a réalisé des progrès considérables dans l'atteinte d'un consensus sur une stratégie nationale, qui contiendra des recommandations spécifiques visant la réduction des méfaits liés à la consommation d'alcool au Canada. La stratégie devrait être rendue publique à l'automne 2006.

En 2005-2006, le CCLAT a clairement démontré sa capacité à recourir aux partenariats pour tirer parti des investissements, parvenir à des consensus et faire progresser le domaine, et ce, lors de trois activités : sa conférence *Questions de substance*, tenue en novembre, a offert une tribune nationale indispensable au réseautage et à l'échange d'information; la croissance soutenue de son programme Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) a favorisé une étroite collaboration entre les provinces et les territoires; enfin, la création du

Groupe consultatif national sur le perfectionnement de la main-d'œuvre témoigne des progrès réalisés dans un autre domaine clé. Sur le plan international, la Commission des stupéfiants de l'ONU a officiellement donné son appui à une résolution canadienne en faveur d'une plus grande participation des ONG dans la politique antidrogue internationale.

Cette situation ouvre la voie à un Forum international des ONG, qu'on m'a demandé de présider, qui aura lieu en même temps que l'examen de l'ONU sur les progrès accomplis par les États membres de 1998 à 2008 concernant le contrôle des drogues.

Ces progrès s'accompagnent par contre d'autres réalités moins encourageantes en 2005-2006, comme le montre le rapport *Les coûts de l'abus de substances au Canada* du CCLAT. À presque tous les égards, l'abus de substances impose aujourd'hui à la société canadienne un fardeau accru par rapport à il y a dix ans, moment où a été réalisée la première étude sur les coûts. Cet écart va au-delà de la dichotomie habituelle entre substances licites et illicites, car ces deux éléments sont devenus plus problématiques. L'abus d'alcool et de drogues affecte grandement trois secteurs qui préoccupent particulièrement les Canadiens, soit les soins de santé, la criminalité ainsi que la productivité et la compétitivité du Canada à l'échelle internationale.

Je crois qu'il est temps que nous repensions véritablement la façon dont nous abordons l'abus de substances et que nous nous questionnions sur ce qui nous fait défaut. Nous devons mieux comprendre la place de l'individu dans la société et scruter une gamme élargie de raisons expliquant pourquoi les gens consomment des drogues. Pour relever ce défi, le CCLAT étudie des approches stratégiques qui lui permettront de faire face aux nouveaux développements dans notre compréhension de l'abus de substances et des toxicomanies. Tout au

long de 2005-2006, des changements ont été apportés à l'organisation du CCLAT grâce auxquels nous pourrions relever de futurs défis opérationnels. Ainsi, nous avons créé deux nouveaux postes, soit celui de directeur général adjoint et de directeur des finances, qui viendront grandement renforcer notre équipe de gestion.

Les employés du CCLAT ont, encore une fois, accompli un travail remarquable en 2005-2006. Les efforts déployés, tant au niveau individuel que collectif, constituent une ressource précieuse que des partenariats avec d'autres organismes enrichissent encore davantage. Le travail d'équipe, le dévouement et la bienveillance dont les employés font preuve – plusieurs d'entre eux sont bénévoles à un refuge d'Ottawa dans le cadre d'un programme de travail de proximité du CCLAT – sont des plus inspirants. Ce sont des valeurs de ce genre que le CCLAT apporte à ses partenaires et qui contribuent à expliquer les succès que nous avons connus au fil du temps.



Michel Perron
Directeur général

➤ PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS 2005-2006

> **OBJECTIF** : Faire mieux connaître et mieux comprendre la nature, l'ampleur et les conséquences de l'abus de substances

ACTIVITÉ	RÉSULTAT
<i>Développement et transmission des connaissances</i>	
Publications	<ul style="list-style-type: none"> > 25 581 téléchargements des nouvelles publications du CCLAT > 3 anciennes publications encore dans les 5 documents les plus souvent téléchargés : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC)</i> • <i>Toxicomanie au Canada : Enjeux et options actuels</i> • <i>Répertoire canadien des services d'information et de soutien sur l'ETCAF</i> > Distribution de 13 793 publications imprimées <ul style="list-style-type: none"> • 34 documents (nouveaux et anciens)
Soutien de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> > 12 universités et 4 ONG accèdent aux données de l'ETC <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion en juin 2005 des ensembles de données en vertu d'une entente avec l'Université Carleton
Activités de formation	<ul style="list-style-type: none"> > 90 spécialistes suivent une formation avancée <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de 50 p. 100 des inscriptions pour le 3^e Symposium estival national sur les toxicomanies (juillet 2005)
Information au Parlement	<ul style="list-style-type: none"> > 44 nouveaux contacts de haut niveau <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de données et de conseils au comité sénatorial se penchant sur la santé mentale et les toxicomanies • Séance d'information pour les députés sur <i>Les coûts de l'abus de substances au Canada 2002</i> • Contact régulier avec d'importants représentants élus et nommés concernant des questions liées aux drogues
Services d'information	<ul style="list-style-type: none"> > Hausse de 40 p. 100 des demandes d'information par rapport à 2004-2005 > Hausse de 60 p. 100 du nombre d'abonnés à <i>Nouvelles quotidiennes sur la toxicomanie</i> > La collection de la bibliothèque du CCLAT augmente de 6 p. 100

> **OBJECTIF** : Augmenter l'aide financière, en nature et en ressources humaines

ACTIVITÉ	RÉSULTAT
<i>Tirer parti des investissements</i>	
283 000 \$ investis	<ul style="list-style-type: none"> > 2 015 000 \$ générés (ratio 7:1) <ul style="list-style-type: none"> • Bourse de stagiaire de recherche Eric Single • Conférence nationale <i>Questions de substance</i> • <i>Les coûts de l'abus de substances au Canada 2002</i> • Initiative stratégique en recherche sur les toxicomanies • 4^e forum international visant à revoir les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les drogues illicites 1998-2008

> **OBJECTIF** : Mieux faire connaître les services et les activités du CCLAT

ACTIVITÉ	RÉSULTAT
<i>Relations publiques et marketing</i>	
<i>Action Nouvelles</i> <i>bulletin d'information</i> <i>trimestriel, bulletin</i> <i>électronique mensuel</i>	<ul style="list-style-type: none"> > 14 806 copies distribuées (version papier) <ul style="list-style-type: none"> • Hausse de 9 p. 100 par rapport à 2004-2005 > 14 888 copies diffusées (version électronique) <ul style="list-style-type: none"> • Hausse de 11 p. 100
Site Web <i>L'année dernière, le CCLAT</i> <i>a confié à une société-conseil</i> <i>l'analyse de la circulation</i> <i>sur son site Web</i>	<ul style="list-style-type: none"> > 500 000 visites en 2005-2006 > 1,65 million de pages consultées > 722 320 téléchargements > Il est évident que le site Web répond aux besoins d'information des visiteurs (Hillwatch)
Activité médiatique	<ul style="list-style-type: none"> > Production de 259 nouvelles <ul style="list-style-type: none"> • 151 articles de presse dans 84 publications > 140 demandes d'information ou d'entrevue > 28 séances d'information (Les coûts de l'abus de substances au Canada)
Rapport annuel (2004-2005)	> 11 867 téléchargements, 758 copies distribuées
Réunions du conseil du CCLAT	<ul style="list-style-type: none"> > 3 réunions (Iqaluit, Regina, Ottawa) <ul style="list-style-type: none"> • Première réunion dans le Nord (juin 2005) • Contact avec 120 intervenants

> **OBJECTIF** : Améliorer la collaboration et la coopération intersectorielles et interjuridictionnelles

ACTIVITÉ	RÉSULTAT
<i>Réseautage, coordination</i> <i>et leadership</i>	
Réseautage et influence	> Participation à 264 activités auxquelles 5853 intervenants ont pris part
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> > Soutien continu pour le programme Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) <ul style="list-style-type: none"> • Rôle actif du SEP dans 7 provinces et territoires • Participation, avec le Consortium conjoint sur la santé en milieu scolaire, à un forum national sur la santé scolaire • Tenue d'un atelier de 3 jours à Sainte-Lucie
Leadership	<ul style="list-style-type: none"> > Élaboration conjointe (avec Santé Canada) du Cadre national (Répondre à l'appel) <ul style="list-style-type: none"> • Jusqu'à maintenant, 26 organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ont donné leur appui au Cadre > Le CCLAT copréside (avec Santé Canada et AADAC) le Groupe de travail sur la stratégie nationale sur l'alcool > Le CCLAT copréside le Groupe consultatif national sur le perfectionnement de la main-d'œuvre

> CONSEIL D'ADMINISTRATION 2005-2006

Le CCLAT est régi par un conseil d'administration témoignant des intérêts diversifiés de ses 15 membres, dont six sont nommés par le gouverneur en conseil, les autres provenant de la collectivité.

Chef Barry V. King, O.O.M.

(président)

Chef de police
Service de police de Brockville

David Nicholson

(vice-président)

Expert-conseil
Affaires provinciales/fédérales

Anne M. Lavack, Ph.D.

(trésorière)

Doyenne associée, Faculté
d'administration des affaires, et
directrice de l'École supérieure
de commerce Levene

Beverley Clarke

(secrétaire)

Directrice de l'exploitation
Services à la collectivité, à
l'enfance, en santé mentale
et en toxicomanie
Eastern Health

Dr André Aubry

(membre du comité exécutif)

Obstétricien retraité

Normand (Rusty) Beauchesne

Membre de la Commission
nationale des libérations
conditionnelles

Leonard Blumenthal, LL.D.

Président

Lazy Beaver Holdings, Inc.

Mike DeGagné

Directeur général

Fondation autochtone de guérison

Jean T. Fournier

Conseiller en éthique

Sénat du Canada

Heather Hodgson-Schleich

Experte-conseil et propriétaire
Tales by the Brook – services de
prévention des toxicomanies
auprès des enfants

Edgar F. Kaiser fils, O.B.C.,

LL.D.

Président

Fondation Kaiser

Roger D. Landry, C.C.,

O.Q., C.D.

Chef, Marketing et
communication (retraité)

A.J. (Bert) Liston

Président

A.J. Liston & Associates

Dre Christine Loock

Pédiatre

Centre de santé pour enfants
et femmes de la Colombie-
Britannique

R.A. (Sandy) Morrison

Président

Conseil d'administration
de Nav Canada

MEMBRES D'OFFICE

Morris Rosenberg

Sous-ministre
Santé Canada

Margaret Bloodworth

Sous-ministre
Sécurité publique et
Protection civile Canada

Michel Perron

Directeur général
Centre canadien de lutte contre
l'alcoolisme et les toxicomanies

> PERSONNEL ET ASSOCIÉS 2005-2006

DIRECTION GÉNÉRALE

Michel Perron
Directeur général

Linda Bordeleau
Adjointe de direction

Carolyn Franklin
Conseillère principale
Secrétariat du Cadre national

DIRECTION DE LA FORMATION ET DU PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Lianne Calvert
Directrice

Karen Cumberland
Coordonnatrice des politiques nationales SEP/CECT

Greg Graves
Coordonnateur

DIRECTION DES SERVICES D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE

Bette Reimer
Directrice

Mitra Assadollahi
Bibliotechnicienne

Debbie Ayotte
Coordonnatrice du site Web

Manon Blouin
Coordonnatrice des acquisitions et du catalogage

Chad Dubeau
Spécialiste de l'information

Karen Palmer
Spécialiste de l'information

Susan Rosidi
Coordonnatrice des bases de données

Lee-Anne Ufholz
Spécialiste de l'information/technicienne du site Web

DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES ET DU MARKETING

Enid Harrison
Directrice

Brooke Bryce
Conseillère en communication

Patricia-Anne Croteau
Révisseur-traductrice

Richard Garlick
Éditeur/rédacteur en chef

DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES POLITIQUES

Patricia Begin
Directrice

Colleen Anne Dell
Principale chercheuse associée/collaboratrice universitaire

Anne-Élyse Deguire
Analyste principale de recherche

Gerald Thomas
Analyste principal des politiques

John Weekes
Analyste principal de recherche

DIRECTION DES OPÉRATIONS

Carol Ann Banks
Directrice/directrice des finances

Tom Axtell
Gestionnaire, Partenaire affilié responsable du volet Toxicomanie Réseau canadien de la santé

Joan Desautels
Adjointe à l'administration et aux finances

Marguerite Grant
Agente d'administration

David O'Grady
Gestionnaire de la technologie de l'information

Anne Richer
Gestionnaire des finances

Deborah Robillard
Adjointe administrative

ASSOCIÉS

Doug Beirness
Associé principal de recherche

John Borody
Associé à la recherche et aux politiques

Jacques LeCavalier
Associé à la recherche et aux politiques

Pat McKenna
Associée aux services d'information et de référence

Alan Ogborne
Associé à la formation et au perfectionnement de la main-d'œuvre

Eric Single
Associé à la recherche et aux politiques

Kendra Smith
Associée aux opérations

Paula Stanghetta
Associée aux opérations

Gilles Strasbourg
Associé aux opérations

Franco Vaccarino
Conseiller principal du directeur général, Transformation et innovation

> **RAPPORT DES VÉRIFICATEURS SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS**

Aux administrateurs du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies :

Le bilan condensé ainsi que l'état condensé des résultats ci-joints ont été établis à partir des états financiers complets du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies au 31 mars 2006 et pour l'exercice terminé à cette date à l'égard desquels nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport daté du 17 mai 2006. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité de la direction du Centre. Notre responsabilité, en conformité avec la Note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À notre avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé fidèle des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du Centre, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.

Ottawa, Ontario
Le 17 mai 2006

van Berkom & Ritz
Comptables agréés

BILAN CONDENSÉ

	31 mars	
	2006	2005
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et placements	1 380 404 \$	1 611 268 \$
Débiteurs	1 219 259	936 811
Frais payés d'avance	72 935	58 872
	2 672 598	2 606 951
Immobilisations	293 770	405 189
	2 966 368 \$	3 012 140 \$
PASSIF ET ACTIFS NETS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	365 965 \$	564 084 \$
Contributions reportées	503 195	626 639
Financement des améliorations locatives échéant au cours du prochain exercice	11 763	10 772
	880 923	1 201 495
Financement des améliorations locatives	20 878	32 641
Actifs nets		
Investis en immobilisations	293 770	405 189
Affectés aux éventualités en vertu d'affectations d'origine interne	788 903	772 415
Affectés aux projets futurs en vertu d'affectations d'origine interne	434 275	420 784
Non affectés	547 619	179 616
	2 064 567	1 778 004
	2 966 368 \$	3 012 140 \$

ÉTAT CONDENSÉ DES RÉSULTATS

	Exercice terminé le 31 mars	
	2006	2005
PRODUITS		
Accord de contribution de Santé Canada	3 950 000 \$	3 400 000 \$
Contrats externes	1 063 077	1 181 934
Conférence	229 557	30 975
Intérêts et autre	13 769	5 963
	5 256 403	4 618 872
CHARGES		
Amortissement	154 185	171 312
Entrepreneurs	1 386 493	1 368 490
Projets à frais partagés	222 698	9 000
Location d'équipement	55 272	22 722
Assurance	14 867	12 887
Honoraires d'adhésion	13 137	11 374
Bureau et administration	346 188	335 870
Impression	83 004	103 175
Relations publiques et marketing	15 997	26 504
Loyer	161 446	173 597
Salaires et avantages sociaux	2 097 194	2 079 537
Déplacement	449 338	278 808
	4 999 819	4 593 276
Excédent des produits sur les charges	256 584 \$	25 596 \$